



L'AVENIR NE SE PRÉVOIT PAS, IL SE PRÉPARE

NEWSLETTER

LA VILLE OU IL FAIT BON VIVRE

AELLA CONSEIL

76 boulevard Exelmans 75016 Paris
Courtage en Assurance et Conseil en Investissement Financier
Inscrit auprès de l'Orias sous le n° 10056683
Inscrit auprès de l'ANACOFI-CIF et ANACOFI-Assurances sous le n° E002691

septembre 2020

LA VILLE OU IL FAIT BON VIVRE

1. Vivre en ville

Hésiter entre plusieurs modes de déplacement comme les transports en commun, la voiture, le vélo, la trottinette ou à pied est un choix qui ne se pose pas aux ruraux.

Se déplaçant, le citoyen se retrouve au milieu des 3 composantes de l'espace urbain : les logements, les rues et le quartier. Et comme l'homme est multiple, tout le monde ne les perçoit et ne les utilise pas nécessairement de la même manière.

Simplement du fait que l'espace urbain n'est pas toujours adapté à la diversité de la population.

L'anthropologue Henri Lefebvre observe des décalages entre les constructions des urbanistes et les usages qu'en font les citoyens. Il est fréquent de trouver des piétons qui marchent sur les pistes cyclables. Une pratique à priori incongrue, mais qui montre que là où les concepteurs ont pensé un espace pour les deux-roues, les piétons s'en sont emparés. Ailleurs, les bancs en béton de la place publique se transforment en rampe de skateboard pour ados... Les experts construisent la ville, mais les usagers se l'approprient suivant leurs besoins et leurs envies. Pourquoi ?

Au fil du temps le citoyen est devenu « intelligent » ou du moins adapté à son environnement. Les « *mass workers* » de l'après-guerre, fraîchement débarqués de leurs campagnes, méconnaissaient le mode de vie citadin. Ils se sont laissés guider par les architectes et ont pris pour argent comptant les promesses des projets d'urbanisation de grande ampleur des années 1960 leur promettant modernité et confort de vie.

Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour dénoncer ces conceptions d'un autre temps

D'autre part, les mobilités urbaines ont été et restent encore conçues par et pour des adultes masculins bien portants constate le géographe Yves Raibaud. On encourage les déplacements à pied ou en deux-roues, les transports en commun ou le covoiturage pour fluidifier le trafic et préserver la qualité de vie. Or, les personnes à mobilité réduite (personnes âgées, handicapées ou enfants) et leurs accompagnants, souvent des femmes, y accèdent encore difficilement.

La ville serait devenue « durable, mais inégalitaire ». L'un des défis de ce XXI^{ème} siècle consiste à offrir à tous les mêmes chances de profiter des avantages de la vie urbaine.

2. La qualité de vie, une compétition mondiale

Partout dans le monde, les grandes villes cherchent à peaufiner leur image. Une compétition mondiale s'est ouverte pour savoir laquelle sera la plus belle, la plus riche, la plus écolo... Celle où il fait bon vivre !

En 2018, Vienne était la ville où l'on vivrait le mieux au monde, selon le palmarès Mercer des villes offrant le meilleur cadre de vie. Paris n'arrivait qu'en 39^{ème} position !

Les villes sont engagées dans une grande compétition d'image et d'attractivité. À l'échelle mondiale, elles sont scrutées et comparées par des batteries d'enquêtes. Le classement des villes est devenu une industrie pour les cabinets de conseil, les universités, les multinationales. Les enquêtes portent principalement sur deux thèmes : les prix et la qualité de vie. Et dans cette deuxième famille d'étude, les dimensions environnementales prennent de plus en plus de place.

Dans l'étude citée, la qualité de vie est analysée selon une quarantaine de facteurs réunis en dix catégories :

1. stabilité politique ;
2. environnement économique ;
3. offre culturelle ;
4. offre de services sanitaires ;
5. offre éducative ;
6. réseaux de transport ;
7. services récréatifs ;
8. offres de consommation ;
9. logement ;
10. environnement naturel.

Qualité de vie: le top ten (classement Mercer)

- | | |
|--------------|---------------|
| 1. Vienne | 6. Düsseldorf |
| 2. Zurich | 7. Francfort |
| 3. Vancouver | 8. Copenhague |
| 4. Munich | 9. Genève |
| 5. Auckland | 10. Bâle |

Avec l'affirmation de la préoccupation environnementale sur les agendas politiques internationaux, nationaux et locaux, l'environnement a été érigé en priorité des stratégies métropolitaines. Le thème est, en tout état de cause, devenu si important qu'il est lui-même sujet de palmarès de villes. Même si la définition de la durabilité ne va pas de soi, c'est une comparaison et une compétition des villes durables qui s'opèrent.

Pour mémoire, les trois grands enjeux du développement durable urbain sont :

1. **le défi économique (attirer des emplois et des ressources),**
2. **le défi social (permettre la cohabitation d'habitants différents),**
3. **le défi environnemental.**

Il y a, en l'espèce, à la fois une coopération des villes et une concurrence entre ces mêmes villes. Coopération, car les villes et réseaux de ville échangent idées et bonnes pratiques, par exemple en matière d'énergie photovoltaïque, de circuits courts de logistique, ou d'analyses économiques sur le cycle de vie. Concurrence, car il s'agit d'être repéré et distingué. Un néologisme a même été forgé pour désigner cette coexistence de coopération et de compétition : la **coopétition**.

Une ville n'est pas seulement un lieu où l'on travaille et où l'on crée des richesses, mais aussi, voire surtout, un lieu où l'on vit, dont on attend du bien-être et où l'on consomme des services collectifs et des loisirs. Pour les villes, la qualité de vie est un enjeu qui croît avec l'augmentation de la mobilité. Lorsqu'ils sont en mesure de choisir, les ménages recherchent, en effet, le meilleur compromis entre opportunités professionnelles et qualité de vie. La situation géographique, le climat, l'offre urbaine (qualité des équipements, services aux particuliers, commerces, espaces verts, etc.), l'offre scolaire et universitaire deviennent des éléments de plus en plus décisifs dans les choix de localisation résidentielle.

La qualité de l'offre résidentielle et urbaine est de plus en plus prise en compte par les entreprises qui souhaitent implanter un nouvel établissement dans une agglomération. De la qualité de cette offre dépend, en effet, la capacité de ces entreprises à attirer et stabiliser leur main-d'œuvre sur place, et ce d'autant plus que celle-ci est qualifiée

On a longtemps pensé que le travail allait vers le capital. Il semble que ce soit maintenant l'inverse. Les villes qui réussissent ne sont pas celles qui attirent les investissements, mais celles qui attirent d'abord les talents.

La qualité de vie, pour les mieux dotés, devenue donnée centrale, fait primer l'infrastructure immatérielle sur l'infrastructure matérielle.

Deux problèmes surgissent. Alors Tout d'abord l'infrastructure matérielle doit déjà être présente, maintenue et consolidée. Ce qui n'est pas partout le cas, loin s'en faut. Ensuite, émerge la question de la place

(dans l'économie et dans la ville) de la main-d'œuvre non qualifiée. Les riches créatifs doivent pouvoir cohabiter avec les pauvres, moins créatifs, de manière harmonieuse et durable. Et l'équilibre est difficile à trouver.

C'est là toute la quadrature du cercle de la ville durable : assurer un développement économique qui ne soit pas défavorable à l'environnement tout en assurant un certain niveau de cohésion sociale.

Pour rayonner à l'international, les villes se sont lancées dans le « *city branding* », autrement dit la promotion de l'image de marque des villes en bon français, avec la création d'une marque et de slogans publicitaires. Le city branding correspond à la fois à une démarche de labellisation faisant ressortir des attributs matériels de la ville et affirmant son statut (de capitale, de technopole innovante, de ville verte) et un marquage symbolique reposant sur la mise en avant de valeurs locales spécifiques, d'une histoire singulière, de sa « personnalité », son dynamisme, ses qualités esthétiques, son patrimoine ou encore son ambiance et son animation. Grâce à ce marketing identitaire, des villes comme Barcelone, Bilbao, Dublin ou encore Manchester se sont dotées d'un nouveau « capital image » qui a largement contribué à renforcer leur attractivité. Des marqueurs bien plus forts que le label « ville fleurie » que nous connaissons...

3. La biorégion urbaine réinvente la ville

Pour l'urbaniste italien Alberto Magnaghi, il faut créer des « biorégions urbaines », c'est-à-dire des agglomérations autonomes, autogérées et interconnectées, développant des économies et des cultures locales en accord avec l'environnement.

En 2050, l'ONU prévoit que la Terre comptera 9 milliards d'habitants, dont parmi eux au moins 6 milliards d'urbains. Hors il est une évidence que jusqu'à maintenant le développement mondialisé des villes s'est fait de façon incontrôlée et bien souvent catastrophique, dans un contexte de crise économique et écologique généralisée.

Les villes historiques ont été remplacées par des mégavilles et des corridors urbains traversés de réseaux de communications (autoroutes, lignes à haute tension, échangeurs, aéroports géants...), emplis de vastes zones sans mémoire, de villes nouvelles ou de cités pavillonnaires créées de toute pièce, séparées par des zones industrielles sans âme et des paysages urbains dégradés ou abandonnés.

Sa ville de demain, Alberto Magnaghi l'a imaginée selon trois grands axes. D'abord, en rétablissant les équilibres écologiques, et notamment en utilisant les caractéristiques naturelles (géologiques, hydrauliques...) du lieu. Ensuite, en prenant en compte l'histoire, la culture et les savoirs locaux, ainsi qu'en réhabilitant les économies locales traditionnelles, à l'aide des technologies d'aujourd'hui. Enfin, en promouvant un autogouvernement de la biorégion, par le biais de la démocratie participative.

Pour cela, notre ami transalpin n'y va pas par quatre chemins. Selon lui, il convient de détacher le territoire du monde de la finance et même de l'État pour fabriquer des sociétés autogérées qui respecteront la « personnalité » du lieu et les « styles culturels » locaux. Une sorte d'écologie culturelle appliquée, qui déboucherait sur le retour à la terre, à la montagne ou à la mer. Par exemple, il propose de réhabiliter les terrasses cultivées à flanc de montagne là où cela se pratiquait naguère si cela a été abandonné.

Il suggère de développer l'agriculture urbaine et périurbaine, en installant dans les villes des potagers, vergers et jardins dans les espaces à l'abandon ou à la frontière des villes qui seraient clôturées par une frontière agricole, permettant la vente directe de produits aux citoyens en réseaux courts d'approvisionnement.

En opposition au modèle actuel modèle basé sur un conflit entre centre-ville et périphérie, il préfère la notion de réseaux de villes et de villes de villages connectant les lieux entre eux par des corridors d'infrastructures. Les villages, en relation avec le territoire agricole et fondés sur l'artisanat et la conversion écologique de l'économie, deviendraient également des « systèmes urbains » : le « villageois » bénéficierait de la sorte de transports publics urbains lui permettant une accessibilité à de nombreuses infrastructures urbaines (services publics, industries de haute technologie). Pour leur gestion, ces biorégions urbaines seraient soumises à une véritable démocratie locale, dont le but ne serait plus le profit mais la production de biens, de services et d'emplois pour tous les membres de la communauté, afin que ceux-ci vivent dans une « *autarcie libératoire* ». Ils feraient partie d'un « autogouvernement » démocratique au niveau local, connecté de manière égalitaire avec les autres gouvernements biorégionaux.

Vous l'avez bien compris, nous sommes là en pleine **utopie**.

Cette vision visant le respect de l'environnement et de l'humain, tourné vers la nature et les cultures locales, le projet d'Alberto Magnaghi a de quoi séduire. Mais sans faire l'unanimité pour autant et de nombreuses critiques fusent de la part d'économistes, géographes et autres sociologues.

Tout d'abord, le retour à l'autarcie économique et culturelle de petites communautés ne serait-il pas facteur de creusement d'inégalités encore plus accentuées entre les régions qu'actuellement ?

Cette vision s'oppose également aux économistes qui prônent l'organisation du tissu industriel de façon à la fois homogène et différenciée sur un territoire donné, pour justement éviter les situations de concurrence entre les différentes régions entre elles. Cette vision s'inspire de ce qui se passe aux Etats-Unis où par exemple la côte ouest, et surtout la Silicon Valley, est spécialisée en technologies de l'information et de la communication, alors que la côte est, avec New York et Boston, se concentre sur la finance.

Enfin, il faut savoir que cette notion de biorégion, bien accueillie en Europe parmi les groupements écologistes les plus radicaux, comme les partisans de la « décroissance », est né aux États-Unis au début des années 1970, notamment chez l'activiste Peter Berg. Mais, d'après Dianne Meredith, géographe à l'université de Californie, la notion de biorégion renvoie à un territoire perçu comme une entité vivante, qui définirait automatiquement la culture d'un groupe. Les régions géographiques ne sont pas des formes vivantes (à moins de souscrire à la très ésotérique « hypothèse Gaïa ») et elles ne sont pas uniquement déterminées par les climats et l'environnement naturel. Pour certains sociologues, faire croire à la notion de biorégion tendrait à la pratique de l'illusion identitaire et de l'instrumentalisation politique de la tradition. Des mots très durs !

Mais ce projet pourrait également réinventer la monnaie.

Pour doper l'économie locale, il serait possible de recourir à des monnaies locales complémentaires, fonctionnant à l'écart des banques nationales et des marchés boursiers. Le but serait ainsi de réancrer l'économie sur un territoire donné, de dynamiser les échanges locaux et de créer du lien au sein d'un réseau d'utilisateurs. Elles permettent aussi, pour les entreprises, d'afficher un engagement citoyen, et de générer un surplus de sens parmi les salariés.

Elles peuvent être de 3 types :

Les monnaies commerciales, de type WIR en Suisse, qui circulent à l'intérieur d'un réseau d'entreprises. La banque WIR crée sa propre monnaie pour accorder des prêts à des taux inférieurs à ceux du marché, mais aussi pour empêcher les pénuries d'argent liquide en période de crise : en effet, étant en circuit fermé, le franc WIR ne présente aucun avantage à être capitalisé et peut ainsi circuler librement.

Les monnaies sociales, grâce auxquelles les citoyens, parfois sans ressources, échangent des biens et services. Par exemple, les sel (systèmes d'échange local), dans lesquels la monnaie ne sert que d'unité de compte. Un « clou », un « galet » valent une unité de temps. Il est alors possible d'échanger une heure de ménage contre une heure de prestation informatique par exemple.

Les monnaies écocitoyennes, permettant des échanges commerciaux au sein d'associations locales : en France, ce sont le Sol, la Mesure, l'Abeille... Ainsi, le « Sol-engagement » permet de rémunérer l'accompagnement des personnes âgées ou handicapées, l'animation auprès de jeunes, etc. L'argent gagné peut être dépensé au sein du réseau, en achetant par exemple des légumes bio.

L'épisode printanier du confinement COVID a reposé la question de la qualité de vie de manière abrupte pour chacun d'entre nous.

Avec un constat généralement admis que les habitants des centres villes des grandes agglomérations ont moins bien vécu cette phase de vie que ceux installés en périphérie ou à la campagne. Et ce en raison notamment d'une plus grande promiscuité liée à des surfaces d'habitation plus petites, conséquence directe des prix plus élevés de l'immobilier ultra-urbain

En cela, ce constat rejoint les réflexions d'urbanistes qui pensent que la ville du futur est à inventer. Le modèle actuel hérité des années 1960 n'est plus viable.

Les plus « extrémistes » d'entre eux, prônent un système qui ressemblerait fort aux organisations moyenâgeuses, avec le retour de « duchés » aux économies locales centrées sur elles-mêmes et quasi-autosuffisantes, avec des monnaies propres et le retour organisé du troc.

Source :

- Sciences Humaines :Hors-série février/mars 2020 « Quelles villes pour demain ? »